BROMONT-LAMOTHE

SÉANCE DU 11 AVRIL 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 11 avril à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de BROMONT-LAMOTHE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Anthony LEROY, 1^{er} Adjoint, pour le Maire empêché,

Date de la convocation : 03 avril 2025

Étaient présents les conseillers municipaux suivants :

Camille ALLAIX, Carole BESSON, Luc BOUDOL, Stéphanie CHAZOTTE, Éric COHADON, Claudine GIRAUDON, Jean-Christophe JEANNOT, Jean-Jacques LABONNE, Anthony LEROY, Constance MOUTARDE, Véronique ROUDAIRE, Frédérique SOUCHE

Absents excusés : Jean-Luc FRUCHART (procuration à Claudine GIRAUDON), Bruno MANARANCHE, Valérie PELLISSIER (procuration à Stéphanie CHAZOTTE)

Secrétaire de séance : Jean-Christophe JEANNOT

2025-16

OBJET : Vote des taxes

Monsieur le 1^{er} Adjoint présente au conseil municipal l'état de notification N° 1259 des bases prévisionnelles de fiscalité directe locale des communes transmis par la Direction Générale des Finances pour l'année 2025.

Le taux de TH sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à la résidence principale peut à nouveau être voté et modulé par les collectivités locales en référence à l'article 1636 B *sexies* du CGI.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Décide de ne pas changer les taux d'imposition pour 2025
- Vote les taux comme suit :
 - Taxe sur le foncier bâti 36,48 %
 - Taxe sur le foncier non bâti 81 %
 - Taxe d'habitation sur les résidences secondaires 13 %

2025-17

Objet : Budget assainissement 2025

Monsieur l'Adjoint présente au Conseil Municipal le budget 2025. Il s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 189 327,30 € pour la section de fonctionnement et à 118 020, 02 € pour la section investissement.

A l'unanimité, le conseil municipal approuve le budget assainissement 2025.

2025-18

Objet : Budget général 2025

Monsieur l'Adjoint présente au Conseil Municipal le budget 2025. Il s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 1 469 757,28 € pour la section de fonctionnement et à 1 137 250,97 € pour la section investissement.

A 14 voix pour et 1 abstention, le conseil municipal approuve le budget général 2025.

2025-19

Objet : Fongibilité des crédits en comptabilité M 57 – Budget général 2025

Monsieur l'Adjoint expose au conseil municipal que suite à l'adoption anticipé du plan comptable M57, la faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel (article L. 5217-10-6 du CGCT). Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Afin de gagner en flexibilité et en réactivité, Monsieur l'Adjoint propose d'appliquer cette disposition au budget de la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à procéder pour l'exercice 2025, si nécessaire, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.
 - Autorise Monsieur le Maire ou son représentant délégué à signer tout document relatif à cette décision.
-

2025-20

Objet : Reconduction de la ligne de trésorerie

Monsieur l'adjoint expose au conseil municipal que la ligne de trésorerie (N°00004671592) arrivera à échéance le 13 septembre 2025 et qu'il serait souhaitable de la renouveler dans les mêmes conditions.

A l'unanimité, le conseil municipal accepte de reconduire la ligne de trésorerie d'un montant de 100 000 € et autorise le Maire à signer toutes pièces et tous actes quant à la mise en œuvre de cette décision.

2025-21

Objet : Subventions aux associations 2025

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose au conseil municipal que la commission " Associations " s'est réunie le 09 avril 2025 concernant la répartition des subventions aux associations.

La répartition se décomposera comme suit :

Associations	Subventions
AAPPMA	200
AFN / UNC	200

Amicale des Anciens Pompiers de Bromont	500
Amicale des Anciens Pompiers de Pontgibaud	100
Amicale Laïque	0
Amitié club de Provenchère	300
APE	500
Atelier Bromontois	200
Bromont Course Nature	200
Club de foot	800
Comité de Jumelage	300
Comité des fêtes	1500
Conscrits	500
Energym	300
Jeunes Sapeurs-Pompiers	100
Les Fruits de Pomone	200
Les Motheires	0
Pont de Bonnet	0
Réveil Bromontois	0
Ruisseau de la Planche	0
Saint-Hubert	0
Rock et Sioule	200
Le Sillon d'Halgufa	0
Tai Chi	200
Troisième Age	600
Village de Haut	300
BACH en Combrailles	500
ADSB	0
Val de Sioule	400
Alambic des Combrailles	0
Le Relais de vie (<i>Ehpad de Pontgibaud</i>)	200
TOTAUX	8 300

Après avoir délibéré, à 10 voix pour et 3 abstentions et 1 contre, le conseil valide le choix de la commission et décide de verser les subventions 2025 aux associations.

2025-22

OBJET :

Dénomination des noms de rue (Les Rosiers)

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose au conseil municipal l'importance de procéder à la dénomination et numérotation des rues au lieu-dit Les Rosiers.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal a décidé :

- de nommer " Route de la Grange " en lieu et place de la " Route de la Chanat ",
 - et autorise M. le Maire à signer toutes pièces et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.
-

2025-23

OBJET :

Vente d'herbe

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose au conseil municipal la nécessité de vendre l'herbe de plusieurs parcelles communales.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal valide le choix de la commission agriculture et :

- Décide d'attribuer les parcelles comme suit :

- Parcelle XW 106 : **GAEC des 2 fermes** au prix de 400 €
- Parcelle AP 39 : **GAEC des 2 fermes** au prix de 11 €
- Parcelle XT 137 : **William POURTIER** au prix de 355 €
- Parcelle XL 139 : *non attribuée - pas d'offre.*
- Parcelle XL 115 et XL 113 : **William POURTIER** au prix de 80,00€
- Parcelle XT 76- 77- 78 : **Gilles CHALUS** au prix de 234 €
- Parcelles XL 40 XL 155 et XK 70 : **Fabrice RABATEL** au prix de 70 €

- Autorise M le Maire à établir des conventions.

2025-24

OBJET :

Choix entreprise – Voirie 2025

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose au conseil municipal qu'une consultation a été lancée pour les travaux de voirie 2025. Deux entreprises ont répondu :

- COUDERT
- COLAS AUVERGNE

La commission d'ouverture des plis s'est réunie le 21 mars 2025, après analyses et notations des offres (annexe 1-tableau d'analyse des offres), elle décide de retenir l'entreprise :

• COLAS :	
Tranche Ferme :	58 449,50 € HT
Tva	11 689,90 €
Soit un montant total de	70 139,40 € TTC

Le conseil municipal à l'unanimité des membres présents :

- valide le choix de la commission d'appel d'offres,
- autorise le Maire à signer le marché et toutes pièces et tous actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

2025-25

OBJET : ASSIETTE DES COUPES 2023 POUR LES FORÊTS RELEVANT DU REGIME FORESTIER

Monsieur le 1^{er} Adjoint rappelle au conseil municipal les délibérations N° 2022-53 du 2 septembre 2022 et N° 20230-070 du 06 octobre 2023 par lesquelles le conseil avait acté pour les coupes de bois dans les forêts sectionales. Ces coupes n'ont été réalisées. Actuellement, c'est le SMGF qui gère l'ensemble des forêts sectionales, il convient donc de les lui transférer.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal accepte de transférer le produit de ces coupes de bois au SMGF et non à la commune.

2025-26

OBJET : Adhésion communale à la SACEM

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose au conseil municipal que la commune doit souscrire à un forfait annuel auprès de la SACEM pour les communes de – de 5 000 habitants, permettant de prendre en charge les événements organisés par la commune ainsi que par les associations pour le compte de la commune.

Après avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal :

- décide d'adhérer à la SACEM pour un montant de 205.21 TTC,
- autorise M. Le Maire à signer tout document relatif à cette adhésion

2025-27

OBJET : Remboursement de l'achat d'un pupitre

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose au conseil municipal le souhait d'acheter un pupitre pour les cérémonies officielles ou non pour lesquelles des discours sont prévus.

Le choix s'est porté sur un produit proposé par Leroy Merlin. N'ayant pas la possibilité de régler cet achat par mandat administratif, Mme GIRAUDON Claudine a validé cette commande en réglant avec son compte bancaire personnel pour un montant de 160.99 € TTC.

Après avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal accepte de rembourser Mme GIRAUDON d'un montant de 160.99 €

2025-28

OBJET : Participation financière de la commune de Montfermy au fonctionnement de l'École Robert BRESSON.

Monsieur le 1^{er} Adjoint rappelle au conseil municipal la délibération du 19 août 2021 fixant la participation financière de la commune de Montfermy au fonctionnement de l'école à 1 000 €/enfant.

Ce dernier expose aux membres de l'assemblée qu'une revalorisation du coût de fonctionnement a été réalisée et propose une participation à hauteur de 1 250 € / enfant.

Après avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- fixe la participation financière à 1 250 € par enfant scolarisé à l'école Robert BRESSON pour toute la durée du présent mandat.
- Autorise M le Maire à signer toutes pièces et tous actes relatifs à cette décision.

2025-29

Objet : Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables sur son territoire.

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, notamment son article 15,

Vu l'étude menée par le Cabinet ALGOE sur le territoire de la communauté de communes

Monsieur l'adjoint présente les zones identifiées comme zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables ainsi que les arguments ayant conduit à ces propositions de zones.

Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée e Mairie du 21 au 31 mars 2025 selon les modalités suivantes une communication a été organisée sur la commune via une concertation publique au cours de laquelle la population avait la possibilité de consulter les zones proposées et de noter leurs remarques dans un registre de concertation.

Vu qu'aucune remarque n'a été relevée lors de la période de concertation

Monsieur l'Adjoint soumet cette proposition de zones à délibération.

Oùï l'exposé et après avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- DEFINIT comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les zones [proposées] figurant en annexe à la présente délibération
- VALIDE la transmission de la cartographie de ces zones à Madame la Sous-Préfète, référente à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique, du département du Puy-de-Dôme, ainsi qu'à la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans dont elle est membre

2025-30

OBJET : Adhésion à l'association " Femmes élues du Puy-de-Dôme"

Monsieur le 1^{er} Adjoint propose aux membres du conseil de municipal de reconduire l'adhésion de la commune à l'association " Femmes élues du Puy-de-Dôme " pour un montant annuel de 40 €.

Après avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal donne son accord pour l'adhésion et le versement de la participation financière à l'association " Femme élues du Puy-de-Dôme "

2025-31

Objet : PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – Mandatement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme afin de lancer une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation en matière de santé.

Monsieur l'Adjoint, pour le Maire empêché, expose :

L'article L 827-9 du Code général de la fonction publique prévoit que les collectivités et leurs établissements publics participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (santé) ainsi que les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès (prévoyance) ;auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent dans les conditions définies à l'article L 827-10 et/ou L 827-11 du Code général de la fonction publique

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 introduit le caractère obligatoire de cette participation ; au 1^{er} janvier 2025 pour la garantie prévoyance et au 1^{er} janvier 2026 pour la garantie santé.

Cette participation peut intervenir, au titre des contrats et règlements remplissant la condition de solidarité prévue à l'article L. 827-3, soit :

- au titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L 310-12-2 du code des assurances,
- soit dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation d'une durée de six ans, à adhésion facultative ou obligatoire.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement.

Ce même décret dispose que la participation mensuelle employeur pour la garantie santé est fixée à minima à 50 % du montant du panier de référence évalué à 30 euros.

Le montant accordé par la collectivité peut être modulé selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social.

Conformément aux dispositions de l'article L 827-7 du Code général de la fonction publique, le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme a décidé de mener, pour le compte des collectivités et établissements qui le demandent, une procédure de mise en concurrence transparente afin de choisir un organisme ou un groupement d'organismes compétent(s) au sens de l'article L 827-5 du Code général de la fonction publique et conclure avec celui-ci, à compter du 1^{er} janvier 2026, une convention de participation portant sur la garantie santé.

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

A l'issue de cette procédure de consultation, la collectivité conserve entièrement la liberté d'adhérer ou pas à la convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés. L'adhésion à un tel contrat se fera par approbation de l'assemblée délibérante et après signature d'une convention avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme.

Le montant de la participation que la collectivité versera aux agents sera précisé dans la délibération et après avis du comité social territorial du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, ou une réglementation postérieure à la présente délibération le cas échéant ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis du comité social territorial du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme du 04 décembre 2024 ;

Vu la délibération du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme en date du 10 décembre 2024 approuvant le lancement d'une démarche visant à conclure un accord collectif sur le risque « Santé » pour les employeurs territoriaux qui le souhaitent ;

Considérant l'intérêt pour les agents d'une participation de l'employeur au financement de leur protection sociale complémentaire ;

Considérant l'intérêt de confier la procédure de mise en concurrence pour la conclusion d'un tel contrat au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation ;

Le Conseil municipal :

mandate le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour la garantie santé ;

s'engage à communiquer au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme les caractéristiques quantitatives et qualitatives des effectifs en cause ;

prend acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme par délibération et après convention avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme, étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, la collectivité aura la faculté de ne pas signer le contrat collectif souscrit par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme.

2025-32

OBJET : PROGRAMME RÉ HABITER RURAL

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose au conseil municipal que :

Dans le cadre de sa compétence politique du logement et cadre de vie, la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans a lancé le programme « Ré Habiter Rural » qui s'inscrit dans la politique de revitalisation des centres bourgs.

Ce programme « Ré Habiter Rural » dont l'objectif est de soumettre une offre construite à aux bailleurs sociaux afin de favoriser leur investissement dans les 11 communes réunies, pour du logement locatif adapté et performant énergétiquement.

Pour ce faire, différentes étapes de concertations ont été menées depuis le 14 octobre 2023, date du comité de pilotage de lancement du programme. L'une d'elle s'est tenue le 20 novembre dernier avec le choix, après procédure de concurrence, de trois bureaux d'études chargés d'étudier la faisabilité du programme sur les immeubles retenus en accord avec les communes. Le contexte d'aménagement dans lequel s'inscrit ces immeubles a conduit à classer en 3 lots les études confiées aux bureaux d'études en cause.

Pour rappel, les lots sont constitués de la manière suivante :

- Lot 1 : Savennes, Briffons et Pontaugur – étude bâtementaire
- Lot 2 : Landogne, Herment et Bromont-Lamothe – étude bâtementaire à l'échelle de l'ilot
- Lot 3 : Giat, Bourg-Lastic et La Goutelle – étude bâtementaire et du périmètre élargi

Et les bureaux d'études retenus sont :

- Lot 1 : DL Atelier
- Lot 2 : SARL Mesure Archi
- Lot 3 : Ar-Ter
- Thermicien commun : CEALI Conseil

Depuis le 20 novembre, plusieurs visites des sites ont eu lieu et les bureaux d'études ont assurés les missions 1 et 2 à savoir :

- **Mission 1** : diagnostic général bâtementaire et urbain, relevé sommaire
- **Mission 2** : scenarii programmatiques

À l'issu de ces missions, il convient d'orienter les bureaux d'études sur le choix du scénario consolidé retenu afin qu'ils puissent assurer le travail de définition des objectifs, des coûts et des moyens à mettre en œuvre (**Mission 3**).

La commune de Bromont-Lamothe a acté l'inscription de la parcelle AP 94 dans l'étude pré opérationnelle et propose de retenir le scénario n°2 auprès du bureau d'étude afin de réaliser la mission 3.

A l'issu du programme, la commune mettra, si nécessaire, à disposition du bailleur social sous la forme de vente, mise à disposition, bail emphytéotique, bail réel immobilier ou toute autre formule appropriée, selon la proposition qui sera faite par celui-ci et retenue au terme de l'appel à projet mis en œuvre par la communauté de communes.

Oui l'exposé de Monsieur le 1^{er} Adjoint

Et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents :

- De proposer le scénario n°2 de la commune pour la mission 3 du programme Ré Habiter Rural porté par la communauté de communes CHAVANON COMBRILLES ET VOLCANS,
- de donner tous pouvoirs à Monsieur le maire pour signer toutes les pièces administratives et plus généralement faire le nécessaire pour assurer la mise en œuvre du programme Ré Habiter Rural,

2025-33

OBJET : Délégation de l'organisation de la fête patronale 2025

Concernant l'organisation de la fête patronale, le conseil doit statuer pour la déléguer à une association.

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal délègue à l'association « Bromont Animations » l'organisation de la fête patronale qui se déroulera les 4, 5, 6 juillet 2025.

2025-34

OBJET : Délégation de l'organisation des festivités des 2 et 3 mai 2025

Concernant l'organisation des festivités pour de la venue d'une délégation italienne de Moggio Udinese, le conseil doit statuer pour la déléguer à une association.

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal délègue à l'association « Comité de Jumelage Bromont-Moggio » l'organisation des festivités qui se dérouleront les 2 et 3 mai 2025 à l'occasion de la venue d'une délégation italienne de Moggio Udinese.